

**MISSION D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET  
COORDINATION (OPC)  
POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT SIEGE DE LA  
CAISSE COMMUNE DE SECURITE SOCIALE (CCSS)  
DES HAUTES-ALPES à GAP (05000)**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

*CCSS05-IMMO-2025/04*

*DATE : 6 juin 2025*

**POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE**

**Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) des Hautes-Alpes  
10 boulevard Georges Pompidou – 05000 GAP**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

**Monsieur Rodolphe DAMOUR en sa qualité de Directeur de la CCSS des Hautes-Alpes**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	8
ARTICLE 4 – ETENDUE DES INTERVENTIONS DE L’OPC .....	8
ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	15
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE .....	16
ARTICLE 7 – PRIX ET MODALITES DE REVISION .....	16
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT .....	17
ARTICLE 9 – CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE .....	19
ARTICLE 10 – DELAIS ET PENALITES .....	19
ARTICLE 11 – RECEPTION DES PRESTATIONS .....	21
ARTICLE 12 – DROITS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE - MESURE DE SECURITE .....	21
ARTICLE 14 - ASSURANCE .....	22
ARTICLE 15 - ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS.....	22
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE.....	23
ARTICLE 17 – OBLIGATION DE CONSEIL .....	23
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES .....	23
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI .....	23

## ARTICLE 1 – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GENERALES

La Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) des Hautes-Alpes est une personne morale de droit privé en charge d'une mission de service public. Elle a été créée le 1<sup>er</sup> avril 2022 par fusion de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et de la Caisse d'Allocations Familiales des Hautes-Alpes.

Cet organisme est assujetti, pour ses actes d'achats, aux dispositions du Code de la Commande Publique intégré au réseau de la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

La CCSS des Hautes-Alpes est propriétaire d'un bâtiment situé 10 boulevard Georges Pompidou à GAP (05000).

Il a été décidé une réhabilitation majeure de ce bâtiment datant de 1984 selon travaux touchant plusieurs corps d'état qui seront organisés en lots séparés.

Dans ce contexte, un précédent marché a été lancé le 12/02/2025 sous la référence « CCSS05-IMMO-2025/01 » pour cette réhabilitation du bâtiment siège de la CCSS des Hautes-Alpes. Ce marché passé selon la procédure d'Appel d'Offres Ouvert était organisé autour de 2 lots distincts :

- Lot n°1 – Missions de maîtrise d'œuvre
- Lot n°2 – Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier.

Le Lot n°1 a été attribué le 28 mai 2025.

**Le Lot n°2 a été déclaré infructueux par absence de candidatures recevables motivant le lancement de la présente consultation.**

Ce précédent marché précisait que :

*« En application des dispositions de l'article R 2113-1 du Code de la Commande publique, un même opérateur économique ne pourra soumissionner que pour un seul des 2 lots. En effet, dans le respect des préconisations des organismes nationaux de sécurité sociale, il a été décidé que l'OPC soit réalisé par un intervenant distinct de ceux impliqués dans les autres missions de maîtrise d'œuvre afin :*

- *De permettre à chaque intervenant de se consacrer pleinement à ses fonctions en lien avec les compétences particulières nécessaires à mettre en œuvre,*
- *D'identifier de manière précise les attributions de chaque intervenant et leurs interactions en assurant une réelle coordination de l'ensemble de ceux-ci*
- *De disposer d'une gestion rigoureuse des délais pour l'ensemble des intervenants du dossier afin de garantir le respect des échéances, éléments majeur dans le suivi du dossier auprès de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, financeur du projet. »*

**Dans le respect des dispositions du marché initial auquel le présent marché fait suite, aucun des opérateurs économiques constituant le groupement retenu au titre du lot n°1 du marché CCSS05-IMMO-2025-01 ne pourra se porter candidat au présent marché d'OPC.**

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché de services vise une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier (OPC) conformément à l'arrêté du 21 décembre 1993 et à l'article R2431-17 du Code de la Commande Publique dans le cadre de la réalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment siège de la Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) des Hautes-Alpes situé 10 boulevard Georges Pompidou – 05000 GAP.

Les objectifs visés par cette réhabilitation sont les suivants :

- Amélioration de la performance thermique du bâtiment avec réduction conjointe des consommations énergétiques
- Mises aux normes et respect des nouvelles réglementations
- Remplacement des éléments vétustes
- Amélioration des conditions de travail et d'accueil des usagers avec rénovation des espaces
- Réponse à des contraintes fonctionnelles
- Adaptabilité et modularité des espace
- Intégration du projet dans une démarche d'économie circulaire

3 étapes sont prévues pour la réalisation des travaux :

- Les deux premières s'effectueront en milieu occupé ou semi occupé
- La troisième s'effectuera en milieu semi occupé ou non occupé

Ces étapes de travaux concernent 2 périodes pluriannuelles de financements distinctes : plan pluriannuel 2023-2027 en cours et prochain plan pluriannuel 2028-2032.

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande publique et notamment ses articles L 2124-2, R 2124-2, R 2161-2 à 5 applicables aux procédures d'appel d'offres ouvert.

Les prestations, venant compléter les missions du marché de Maîtrise d'œuvre, selon marché notifié dans le cadre d'une procédure distincte pour cette même opération de réhabilitation, ont pour objet :

- Au titre de l'Ordonnancement et de la planification :
  - o D'analyser des tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux,
  - o De déterminer leurs enchaînements, ainsi que de leur chemin critique par des documents graphiques,
  - o De proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et répartition appropriée des éventuelles pénalités.
- Au titre de la coordination :
  - o D'harmoniser dans le temps et dans l'espace des actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité.
- Au titre du Pilotage :
  - o De mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, dans les délais impartis dans les marchés de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Nomenclature CPV : 71310000-4 Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction

## 2.2 Maître de l'ouvrage

---

Le Maître de l'ouvrage est la Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) des Hautes-Alpes.

L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est Monsieur Rodolphe DAMOUR agissant en sa qualité de Directeur.

## 2.3 Titulaire du marché

---

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom "l'OPC" sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## 2.4 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

---

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment : bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

## 2.5 Mode de dévolution des travaux

---

Les travaux feront l'objet d'un marché alloti.

Les travaux seront conduits en 3 étapes distinctes : les travaux de chaque étape étant différents et impactant des lots distincts, ces étapes ne constituent pas des tranches pour le marché de travaux.

Pour la conduite de leurs opérations de travaux, les organismes de sécurité sociale sont assujettis à des plans pluriannuels de gestion.

Dans ce contexte, les financements actuels sont octroyés sur la période 2023-2027.

Pour autant, le périmètre total des travaux de l'opération motivant le recours à une MOE et par voie de conséquence à une OPC a d'ores et déjà été identifié et présenté à la Caisse Nationale des Allocations Familiales, organisme financeur de cette opération.

A ce titre, et afin de disposer d'un périmètre et d'une estimation financière la plus juste à l'issue de l'APD, les études de maîtrise d'œuvre avec accompagnement par les phases 1 et 2 de la mission de l'OPC sont conduites pour la totalité du projet jusqu'à la mission PRO et intègrent les travaux des 3 étapes.

## 2.6 Décomposition du marché en tranches

---

La présente consultation a pour objectif de :

- Accompagner, dès notification du marché, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour la conduite des études pour l'ensemble du projet (étapes 1, 2 et 3) sur phases 1 et 2 de la mission d'OPC ;
- Accompagner l'exécution des travaux retenus à l'issue de la phase études au titre de l'étape 1 sur les phases 3 à 7 de la mission d'OPC en lien avec les financements obtenus ;

<p><b>Ces 2 premiers éléments constituent la tranche ferme de la mission d'OPC.</b></p>
---

- Conduire les missions relatives au suivi d'exécution de travaux complémentaires à ceux présentés à l'étape 1 constitutifs de l'étape 2 soit sur période pluriannuelle de gestion 2023-2027 au regard de financements complémentaires qui pourraient être obtenus en fin de ce plan, soit sur la future période pluriannuelle de gestion (2038-2032) : phases 3 à 7 de la mission d'OPC.

<p><b>Cet élément constitue la première tranche optionnelle de la mission de l'OPC.</b></p>
---

- Conduire, sur la future période pluriannuelle de gestion (2028-2032), les phases relatives au suivi d'exécution des travaux de l'étape 3 : phases 3 à 7 de la mission d'OPC.

<p align="center"><b>Cet élément constitue la seconde tranche optionnelle de la mission d'OPC.</b></p>
--

Ainsi, le marché s'organise autour :

- d'une tranche ferme couvrant les études pour la totalité du projet (phases 1 et 2 de la mission d'OPC) ainsi que le suivi d'exécution des travaux de l'étape 1 sur la période pluriannuelle de gestion 2023-2027 (phases 3 à 7 de la mission pour le périmètre de travaux concerné),
- d'une première tranche optionnelle reprenant le suivi d'exécution des travaux de l'étape 2 soit sur la période pluriannuelle 2023-2027, soit sur la période pluriannuelle 2028-2032, avec réalisation des phases 3 à 7 de la mission pour le périmètre de travaux associé. Cette première tranche optionnelle ne pourra être affermée qu'à obtention des financements associés sur plan pluriannuel 2023-2027 en financements complémentaires à ceux déjà obtenus ou prochain plan 2028-2032,
- d'une seconde tranche optionnelle qui concerne le suivi d'exécution des travaux de l'étape 3 sur la période pluriannuelle 2028-2032 avec réalisation des phases 3 à 7 de la mission pour le périmètre de travaux associé. Cette seconde tranche optionnelle ne pourra être affermée qu'à obtention des financements sur le plan pluriannuel 2028-2032.

Le marché débute à la notification du marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'objectif est un achèvement de l'ensemble des travaux au 31/12/2032 conduisant à une durée du marché d'OPC estimée à 89 mois avec achèvement des phases pour la tranche ferme au 31/12/2027 soit une durée estimée à 29 mois pour cette tranche au regard des travaux de l'étape 1.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la délivrance d'un ordre de service du Maître d'Ouvrage notifié à l'OPC en parallèle de la notification effectuée auprès du Maître d'oeuvre, accordant un délai minimal de 15 jours entre la notification et le démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle concernée.

Les décisions de non-affermissement ou de report d'exécution d'une tranche optionnelle sont notifiées à l'OPC par ordre de service.

L'OPC ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution des tranches optionnelles n'est pas notifiée dans les délais précités ou si celle-ci venait à être partiellement ou totalement abandonnée par le Maître d'Ouvrage.

## **2.7 Décomposition en lots**

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier (OPC), objet de la présente consultation, constitue une prestation unique et ne peut ainsi pas être allotie conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique. En effet, cette mission ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **2.8 Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination**

La mission comporte les phases suivantes :

- Phase 1 : APD,
- Phase 2 : PRO,
- Phase 3 : ACT,
- Phase 4 : préparation des travaux
- Phase 5 : exécution des travaux,
- Phase 6 : réception des travaux et livraison de l'ouvrage
- Phase 7 : parfait achèvement

La mission de l'OPC s'achève à la levée de toutes les réserves consignées lors de la ou des réception(s) de l'ouvrage ou à la levée des désordres dénoncés durant l'année de parfait achèvement de l'ouvrage et de l'établissement du rapport de fin de mission.

En raison de la construction du marché autour d'une tranche ferme et de 2 tranches optionnelles, le tableau ci-après indique les phases de l'OPC à déployer en fonction des tranches :

Tranches concernées	Phases à exécuter	Etape(s) de travaux concernées
Tranche ferme	Phase 1	1, 2 et 3
	Phase 2	1, 2 et 3
	Phase 3	1
	Phase 4	1
	Phase 5	1
	Phase 6	1
	Phase 7	1
Tranche conditionnelle 1	Phase 3	2
	Phase 4	2
	Phase 5	2
	Phase 6	2
	Phase 7	2
Tranche conditionnelle 2	Phase 3	3
	Phase 4	3
	Phase 5	3
	Phase 6	3
	Phase 7	3

Chacune de ces phases constitue une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

## 2.9 Autorité du Pilote OPC

Le pilote doit informer le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination.

## 2.10 Moyens donnés au Pilote OPC

Le Maître d'ouvrage remettra au Pilote un exemplaire complet des dossiers Marchés de travaux ainsi que l'ensemble des documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## 2.11 Responsable Pilote OPC

Le titulaire du marché s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché la même personne physique. Le suppléant désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement ne remplacera qu'occasionnellement l'OPC titulaire en cas d'indisponibilité temporaire de celui-ci, qui n'est pas du fait du titulaire et dans la limite des périodes légales de congés annuels.

Le titulaire du marché ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas de son fait. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire du marché doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage et doit présenter une expérience et des références équivalentes à celles de la personne initialement désignée.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I. :

- le titulaire du marché propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis prévu à ce même article 3.4.3 ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de celui-ci ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire du marché dispose de 5 jours ouvrés à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-P.I.

Le Pilote OPC ou, à défaut, le titulaire du marché assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau Pilote OPC désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau Pilote OPC accuse réception de l'ensemble des documents communiqués. A la fin de chaque mois, il remet au Maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission. En phase de réalisation, ce compte rendu est appelé "état de fin de mois".

En tout état de cause, il devra participer à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage pendant la phase conception et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase réalisation et être habilité à prendre les décisions nécessaires.

## **2.12 Responsabilité**

---

La responsabilité du Pilote OPC est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens (titulaire et suppléant).

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

**Conformément aux dispositions de l'article 1 ci-avant, aucun des opérateurs économiques membre du groupement retenu au titre du lot n°1 du marché CCSS05-IMMO-2025-01 ne pourra se porter candidat au présent marché d'OPC.**

### **Prestations similaires :**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R 2194-2 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 - ETENDUE DES INTERVENTIONS DE L'OPC**

### **Modalités de coopération entre les intervenants :**

Dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché, celui-ci proposera au Maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le Maître de l'ouvrage arrêtera les modalités pratiques de coopération **dans un document joint aux contrats conclus** avec les différents intervenants, y compris au présent marché.



## 4.1 Obligations générales du titulaire

---

Le titulaire (ou l'OPC dans la suite du texte) exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage. D'une manière générale, il exécute sa mission en liaison avec tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les missions découlant pour chacun de son statut et de ses obligations propres.

L'OPC collabore étroitement avec l'ensemble des membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour obtenir l'ouvrage de qualité voulu par le maître d'ouvrage, au meilleur prix et dans les délais impartis.

La mission de l'OPC ne comporte pas les actions techniques dont la responsabilité est dévolue aux autres intervenants, mais il doit recenser les actions et leurs liaisons, les situer dans le temps et l'espace et coordonner les opérations qui en découlent. Il fournit ainsi à chacun le cadre méthodique de ses activités spécifiques.

Enfin, la mission de l'OPC comporte la mise en place d'outils adaptés, permettant une saisie facile et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer de l'avancement de l'opération le maître d'ouvrage et les autres intervenants. L'OPC proposera ces outils, en temps utile, pour les différentes phases de sa mission.

L'OPC tiendra compte dans l'exercice de sa mission des incidences de toutes natures découlant des contrôles de qualité, quels que soient les intervenants chargés de ces contrôles.

Le titulaire prendra en considération dans le cadre de l'exécution de sa mission, les diverses contraintes liées aux interventions des organismes extérieurs à la réalisation de l'ouvrage (Concessionnaires de réseaux, services techniques des collectivités...) dans le cadre de la réglementation en vigueur et des conventions dont le maître d'ouvrage le tiendra informé.

Il est chargé d'une manière générale, d'harmoniser, suivre et relancer toutes actions nécessaires au déroulement de l'opération :

- Susciter les décisions qui s'imposent,
- Informer les intéressés,

Au fur et à mesure de l'avancement de ses missions, l'OPC sera :

- Systématiquement destinataire de tous les documents d'études (plans, notes, calculs, rapports, comptes rendus de réunions, ...) émis par les membres de l'équipe maîtrise d'œuvre et les titulaires des lots concernés pendant la phase d'exécution,
- Destinataire des autres documents (plans, plannings, notes de calculs, rapports, comptes rendus de réunions, ...) qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission,
- Tenu d'organiser, avec invitation des membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre, les réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensable au bon accomplissement de sa mission. Ces réunions feront l'objet de comptes rendus établis par ses soins.

## 4.2 Coordination et moyens mis en œuvre

---

L'OPC devra consacrer le temps nécessaire à la bonne exécution de la totalité de ses missions. De façon à permettre au Maître d'Ouvrage d'apprécier et de coordonner l'ensemble des intervenants sur l'opération, des réunions de coordination « Maître d'Ouvrage, Contrôleur technique - Coordinateur SPS - OPC - Maître d'œuvre » sont prévues à raison de :

- Une réunion tous les quinze jours pendant la phase études de conception, réunion au siège du maître d'ouvrage
- Une réunion toutes les semaines pendant la phase travaux. Ces réunions auront lieu sur le chantier

Pour la phase études, des réunions complémentaires avec le groupement de Maîtrise d'œuvre pourront être programmées et auxquelles l'OPC pourra être invité.

Pour la phase travaux, l'OPC devra :

- Organiser au minimum une réunion hebdomadaire avec les entreprises. Si celle-ci devait être dans la poursuite de celle prévue par le maître d'œuvre au titre de la mission DET, elle devra être identifiée en temps et dans la rédaction par un compte rendu indépendant.
- Participer aux réunions hebdomadaires dirigées par le maître d'œuvre,
- Participer aux réunions de CISSCT dirigées par le Coordinateur SPS,
- Établir un rapport mensuel sur l'ordonnancement et la planification à l'attention du maître d'ouvrage préalablement aux réunions de maîtrise d'ouvrage.
- Prévenir le Maître d'ouvrage de toutes autres réunions techniques qu'il organisera avec les entreprises. Les comptes rendus seront systématiquement diffusés au maître d'ouvrage et maître d'œuvre.
- Participer, si besoin, aux réunions techniques spécifiques provoquées par le maître d'œuvre avec les entreprises.

Pendant la phase travaux, le temps de présence sur le chantier de l'OPC ne pourra, en tout état de cause, être inférieur à 1 jour par semaine, sachant que durant les phases de fortes activités, sa présence sera renforcée autant que nécessaire.

Le Maître de l'ouvrage mettra à disposition un local partagé avec la Maîtrise d'œuvre.

L'OPC aura à prévoir pour ses besoins son matériel informatique et un accès internet.

#### **4.3 Descriptions par phase de la mission :**

---

Le contenu des différentes phases est défini globalement ci-après. Cette description n'est pas exhaustive et le titulaire devra engager toutes les actions nécessaires au bon déroulement temporel du projet, y compris en fonction des missions complémentaires éventuelles.

La répartition des phases par tranche en lien avec les étapes de travaux est précisée à l'article 1.8 ci-avant.

##### **Phase 1 : APD**

L'OPC élabore l'organigramme fonctionnel et le répertoire de tous les intervenants de la phase. Il élabore et propose le schéma de diffusion des informations et de circulation des documents pour la phase chantier y compris sa préparation.

Il élabore et propose les outils de planification nécessaires au chantier.

Il procède au recensement et à l'analyse des contraintes calendaires en prenant en compte notamment :

- La durée de réalisation estimée en phase APD
- Les contraintes administratives et techniques Les contraintes financières
- Les contraintes liées au foncier
- Les études des incidences et emprises du chantier sur le domaine public (voirie, réseaux...)
- Les éventuelles contraintes de phasage
- Les dossiers d'autorisations administratives
- Les négociations éventuelles avec les concessionnaires et autres organismes

Il établit en concertation notamment avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre les documents suivants :

- Le calendrier général de l'opération comportant :
  - Les délais des études de conception APD et PRO
  - Les éventuels délais d'obtention et de purge des autorisations administratives
  - La période de consultation et de dévolution des marchés des entreprises

- La période de préparation de chantier
- La décomposition des travaux en phases et par lots

Il participe aux réunions organisées par le maître d'ouvrage lorsqu'elles concernent sa mission.

Il coordonne dès ce stade les interventions des concessionnaires qui doivent être réalisées préalablement à l'engagement de l'opération.

### **Phase 2 : PRO**

Au cours de l'élément de mission PRO, l'OPC devra :

- Mettre à jour le calendrier prévisionnel général
- Participer à l'élaboration, par le maître d'œuvre, du plan de principe d'installation de chantier soumis à l'avis du coordonnateur SPS
- Participer, dans les limites de sa mission, avec le Coordinateur SPS, à la définition par le maître d'œuvre des mesures d'organisation générale permettant au coordonnateur SPS d'établir le PGCSPS.

Il participe aux réunions organisées par le maître d'ouvrage lorsqu'elles concernent sa mission.

Il coordonne dès ce stade les interventions des concessionnaires qui doivent être réalisées préalablement à l'engagement de l'opération.

### **Phase 3 : ACT**

Il assiste, pour ce qui relève de sa mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur :

- Le choix du mode de dévolution des marchés de travaux et le regroupement éventuel des lots
- Le choix des critères de sélection des offres des entreprises sur les aspects de méthodologie, d'organisation, de moyens et de délai ainsi que l'établissement des cadres de réponse en vue d'analyser les offres en fonction des critères retenus
- Donne un avis sur le délai contractuel des travaux proposés par le maître d'œuvre et s'il le juge nécessaire propose en le justifiant, un délai différent
- Propose les classifications (effectifs en personnel) à exiger des entreprises pour que la taille minimum de celles-ci soit compatible avec le délai global contractuel d'exécution de travaux
- Elabore un projet de convention de gestion des dépenses communes
- Vérifie que les mesures coercitives nécessaires à l'accomplissement de sa mission (pénalités en particulier) ont bien été prévues aux projets de marchés de travaux  
Il met à jour le calendrier établi en phase PRO pour élaborer les calendriers suivants :
- Calendrier général joint au DCE et qui définit le déroulement des travaux, prenant en compte les contraintes-clés (études d'exécution, approvisionnements, maintien des fonctionnalités citées ci-dessus...) et le découpage par lots et par phases
- Calendriers relatifs aux essais et fournitures d'échantillons

Avant envoi de la consultation, il formule ses observations sur le DCE pour ce qui relève de sa mission.

Lors de la consultation des entreprises, et en liaison avec le maître d'œuvre, l'OPC devra :

- Participer à l'analyse des offres sur les moyens proposés par les entreprises pour le respect des délais des études et de réalisation des ouvrages,

#### **Phase 4 : préparation des travaux**

L'OPC devra :

- Mettre à jour l'organigramme fonctionnel et constitue le répertoire identifiant les intervenants.
- Définir les circuits et moyens de diffusion et d'approbation des documents,
- Participer à la mise au point du plan d'organisation de chantier établi par les entreprises,
- Élaborer le calendrier détaillé des études d'exécution avec dates incombant à chaque intervenant,
- Suivre le calendrier des études d'exécution et établir des rapports périodiques d'avancement,
- Animer les réunions de coordination temporelle, rédiger et diffuser les compte-rendu
- Recueillir l'ensemble des informations préalables auprès des entreprises (mode de réalisation et d'organisation)
- Analyser les tâches élémentaires et les contraintes, estimer les délais relatifs aux tâches et définir l'ordre des interventions le plus favorable
- Mettre au point les relations interentreprises, c'est à dire la coordination spatiale des travaux de façon à ce que l'articulation entre entreprises s'effectue correctement suivant le planning établi, que toutes les entreprises aient bien signalé les réservations à prévoir par les entreprises (de gros œuvre, de charpente...)
- Établir, de façon très précise, le planning détaillé d'intervention de toutes les entreprises, lot par lot, en faisant apparaître les délais relatifs aux études d'exécution, aux démarches et formalités diverses, à l'organisation du chantier, aux commandes, fabrication en usine, approvisionnements et aux tâches par lot.
- Établir la planification budgétaire.

L'OPC participe, en tant que de besoin, aux réunions concernant la coordination des études d'exécution.

#### **Phase 5 : exécution des travaux**

L'OPC devra :

- Animer les réunions de coordination temporelle, rédiger et diffuser les compte-rendu
- Contrôler le respect de la mise en œuvre des moyens prévus (humains, matériels, ...)
- Pointer hebdomadairement les différentes actions, recenser les retards constatés et mettre en évidence les dérives potentielles
- Proposer les mesures correctives propres à assurer les délais impartis ou à rattraper les retards constatés.
- Recaler les calendriers en fonctions des besoins.
- Apprécier les responsabilités concernant les retards constatés et proposer l'application de pénalités éventuelles, sous forme d'un tableau récapitulatif mensuel

- Établir un point mensuel à l'attention du maître d'ouvrage qui sera notamment présenté lors de la réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage avec le maître d'œuvre.
- Participer aux réunions relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail (CISSCT).
- Tenir à la disposition de l'ensemble des intervenants, la bibliothèque commune où figurent les documents intéressant le déroulement des travaux.

### **Phase 6 : réception des travaux et livraison de l'ouvrage**

En liaison avec le maître d'œuvre et les entreprises, l'OPC devra :

- Établir le calendrier détaillé faisant apparaître les opérations préalables à la réception, les essais de mise en service et vérifications techniques (y compris installations de signalétique, mobilier, télégestion, régulation et alarmes), les opérations de réception et levées de réserves, la fourniture des plans de recollement et le repliement des installations de chantier.
- Participer aux visites de pré-réception,
- Pointer l'avancement des levées de réserves et proposer des mesures coercitives en cas de retard,
- Vérifier l'exécution des tâches d'entretien et de nettoyage du chantier, de ses accès et abords. Et de ce fait, il propose une éventuelle imputation de frais afférents à qui de droit.
- Établir le rapport de fin de chantier précisant les responsabilités dans les retards et proposer l'application d'éventuelles pénalités.

### **Phase 7 : parfait achèvement**

En relation avec le maître d'œuvre, l'OPC va :

- Organiser le processus des reprises des désordres de parfait achèvement.
- Pointer l'avancement des reprises et proposer les mesures coercitives éventuelles.
- Établir le rapport de fin de mission.

## **4.4 Intervenants autres que les parties**

### **4.4.1 Maître d'Oeuvre**

La mission de maîtrise d'œuvre sera exercée conformément aux missions définies aux articles L 2431-1 à 3 et R 2431-1 à 3 du code de la commande publique.

Le contenu des éléments de mission constituant la mission confiée au maître d'œuvre, sera en tout point conforme aux missions définies aux articles R 2431-4 à 23 du code de la commande publique.

Les missions suivantes seront confiées à l'équipe de Maîtrise d'oeuvre :

APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance au maître de l'ouvrage pour la rédaction de pièces de marché et passation des contrats de travaux
EXE limitée au VISA	Etudes d'exécution limitées au VISA
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Prestations complémentaires :

DIA	Diagnostic
DQD	Devis Quantitatif Détaillé
CSSI	Coordination SSI

Le rôle principal du maître d'œuvre est d'apporter une réponse architecturale, technique et économique aux programmes technique et fonctionnel définis par l'organisme local (Maître d'Ouvrage) pour la réalisation de l'opération.

Au regard du programme fonctionnel et du programme technique, le Maître d'œuvre possédera les compétences suivantes :

- Architecture
- Economie de la construction
- Acoustique
- Aménagement paysagé
- Structure
- Voirie et réseaux divers
- Thermique
- Chauffage, climatisation et ventilation
- Plomberie
- Electricité (courants forts et faibles)
- Systèmes de Sécurité incendie (le contenu de la mission confiée sera conforme à la norme NF S61-931 de février 2014).
- Analyse du cycle de vie
- Environnement et développement durable
- Désamiantage

Le Maître d'œuvre a d'ores et déjà été retenu :

Il s'agit d'un groupement :

- dont le mandataire est le cabinet R+4 architectes – 04300 FORCALQUIER
- également composé des membres suivants :
  - o TPF Ingénierie – 13856 AIX-en-PROVENCE
  - o ADRET – 05200 EMBRUN
  - o Fabrique H&R SAS - 13004 MARSEILLE

#### **4.4.2 Contrôle technique (CT/BC)**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions définies dans la norme NF P03-100 critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant la mission suivante :

- Mission de base L : Solidité des ouvrages et des équipements indissociables  
Avec, pour missions complémentaires :
  - o Mission LP : Solidité des éléments d'équipements indissociables
  - o Mission LE : solidité des existants
- Mission de base S : sécurité des personnes dans les constructions  
Déclinée en :
  - o Mission STI : Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires
  - o Mission SEI : Sécurité des personnes dans les ERP
- Missions complémentaires :
  - o Mission HAND : Accessibilité aux personnes handicapées
  - o Mission ATT HAND : Accessibilité aux personnes handicapées – attestation finale
  - o Mission F : fonctionnement des installations
  - o Mission GTB : gestion technique des bâtiments
  - o Mission TH : Isolation thermique et économies d'énergie

- Mission ARR TH : Isolation thermique et économies d'énergie – attestation finale
- Mission PH : isolation acoustique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

#### **4.4.3 Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)**

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et aux décrets d'application du 26 décembre 1994 et du 4 mai 1995.

L'opération relève de la catégorie ☐ 1 ☒ 2 ou ☐ 3

conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

En application des articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le Maître d'Ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

### **ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

#### **5.1 Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et son annexe en cas de sous-traitance
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) en date du 28 janvier 2025 ;
- Le programme de travaux, comprenant :
  - un programme technique de décembre 2024 et ses annexes :
    - Repérage Amiante et HAP Avant Travaux
    - Repérage Plomb Avant Travaux
  - un programme fonctionnel d'été-automne 2024 intitulé « Etudes de programmation » et son annexe :
    - Fiches espace Eté-automne 2024
- Le mémoire justificatif du titulaire remis avec son offre

#### **5.2 Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Code du Travail ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) pour travaux de génie civil approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012 ;

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique.

Bien que non fournies dans le dossier de consultation, ces pièces générales sont considérées comme connues et acceptées.

## ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché débutera à la notification du marché, prévue en juillet 2025, et se terminera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'objectif est un achèvement de l'ensemble des travaux au 31/12/2032 conduisant à une durée du marché de maîtrise d'œuvre estimée à 89 mois avec achèvement des missions de la tranche ferme au 31/12/2027 soit une durée estimée à 29 mois pour cette tranche au regard des travaux de l'étape 1.

A titre indicatif, le début de l'intervention de l'OPC est prévu pour le mois juillet 2025 dès notification du marché, sachant que les travaux de réhabilitation dont la première étape est prévue pour une durée de 18 mois devraient débuter en milieu d'année 2026. Les délais sont prévisionnels et s'adapteront au planning d'opération du maître d'œuvre.

## ARTICLE 7 – PRIX ET MODALITES DE REVISION

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont exprimés hors T.V.A.

### 7.1 Nature et contenu des prix

Le candidat complètera, à l'appui de son offre, l'Acte d'Engagement fourni par la CCSS des Hautes-Alpes.

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes les sujétions nécessaires à l'exécution de l'intégralité des prestations décrites au présent Cahier des Clauses Particulières, main d'œuvre, frais de déplacement, de connexion et frais divers inclus.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, prix est également réputé comprendre la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle

Le marché sera traité à prix forfaitaires, par tranches et par phases.

Dès la consultation du dossier le candidat prendra soin de signaler par écrit à la CCSS toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le présent CCP.

### 7.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (Mo Etudes) correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres soit le mois de juin 2025.

### 7.3 Modalités de révision des prix

Les prix renseignés dans l'acte d'engagement seront révisés à chaque acompte au moyen de la formule ci-après :

$$P_m = P_o (0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_o})$$



dans laquelle :

Pm : Prix révisé de la phase au mois "m" (mois de révision)  
Po : Prix initial de la phase "m" au mois M0  
INGm : Index ingénierie correspondant au dernier index connu à la fin de la réalisation de la phase technique "m"  
INGo : : Index ingénierie correspondant à la date de réputation des prix (valeur de l'indice au mois mo Etudes).

Ce mois « m » correspond à l'index ING diffusé par l'INSEE sous la référence d'Identifiant 001711010 respectivement au mois m au cours duquel l'acompte ou la phase doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché. Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix se poursuit pour la partie des prestations non accomplies.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Lesdits coefficients correspondent à  $(0,125 + 0,875 \frac{INGm}{INGo})$

Cette révision permet notamment de prendre en compte la réalisation différée des tranches optionnelles de la mission dont le lancement sera inféodé à une autorisation de programme et à un financement au titre du plan 2028-2032.

## ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT

### 8.1 Avance

Sauf en cas de refus de l'OPC, titulaire du présent marché dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée pour chaque tranche dont le montant initial est supérieur à 50 000 € HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

En application de l'article 11.1 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage retient l'option A.

- Lorsque l'OPC, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
  - ❖ le taux de l'avance est fixé à 30% en application des articles R2191-7 du Code de la Commande Publique et A.11.1 du CCAG-PI
- Lorsque l'OPC n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
  - ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par l'OPC atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC de la tranche concernée. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC de la tranche concernée.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## 8.2 Acomptes et solde

---

L'opération de travaux est inscrite sur le plan immobilier de la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

Dans ce cadre, chaque phase achevée fait l'objet d'une validation par les conseils experts du maître de l'ouvrage chargés d'émettre un avis à (ou aux) caisse(s) nationale(s) financeur(s).

En complément de l'article 11.2 du CCAG PI, le règlement du prix forfaitaire d'une phase s'effectue par paiement d'acomptes sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations effectuées par le Titulaire et par référence aux éléments de missions décrits dans chacune des phases.

Dans ce cas, la facture établie par le titulaire indiquera le pourcentage d'avancement de l'exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, servira de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le montant versé pour chaque phase sera révisé par l'application du coefficient de révision indiqué à l'article 6.3 du présent CCP. Les acomptes seront versés sur la base des prix indiqués à l'AE et seront révisés, selon la formule indiquée à l'article 6.3, à la fin de la réalisation de ladite phase.

Un seul acompte par trimestre est possible.

## 8.3 Paiements

---

Les factures afférentes au marché portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- n° compte bancaire ou postal,
- n° et date du marché
- désignation de la prestation, lieu d'exécution,
- tranche concernée
- phase concernée
- montant hors TVA éventuellement ajusté,
- taux TVA et montant,
- montant total TTC,
- date.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-PI., le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- Sur support papier : CCSS des Hautes-Alpes – 10, bd Georges Pompidou – CS 50004 – 05025 GAP Cedex
- Par mail : [ccss05-cellule-immobilier@caf05.caf.fr](mailto:ccss05-cellule-immobilier@caf05.caf.fr)
- Par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> avec pour rattachement : SIRET = 904 673 00019 – Service = IMMO.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

[https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1 /rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20%22nous%20contacter%22%22)  
Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

#### **8.4 Délais de règlement**

---

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le Maître d'Ouvrage, de la demande, dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'agent comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir son Directeur.

A l'expiration du délai de paiement, le maître d'œuvre a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

### **ARTICLE 9 – CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE**

Le présent marché est dispensé de cautionnement et de retenue de garantie.

### **ARTICLE 10 – DELAIS ET PENALITES**

#### **10.1 Délais de remise des documents**

---

Par dérogation aux disposition de l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation aux disposition de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard pourront dépasser 10 % du montant de chacune des tranches.

Dans le cas où le montant total des pénalités ne dépasserait pas 1000 €, le Titulaire ne sera pas exonéré de les payer.

En cas de non-respect des délais prescrits, le titulaire peut subir une pénalité journalière, pour chaque jour ouvré de retard, fixée à :

Phase	Tâche	Point de départ du délai	Délai (jours calendaires)	Pénalités par jour de retard
Phase 1 APD	Calendrier général	A la remise de l'APD	14 jours	300 €
Phase 2 PRO	Calendrier d'exécution des travaux par lots	A la remise du dossier PRO	14 jours	300 €
Phase 3 ACT	Calendrier d'exécution des travaux par lots pour le DCE	A la remise du DCE	14 jours	300 €
Phase 3 ACT	Avis sur les offres	Remise des offres	14 jours	100 €
Phase 4 Préparation des travaux	Calendrier général d'exécution et calendriers détaillés des travaux	Notification des marchés de travaux	21 jours	300 €
Phase 4 Préparation des travaux	Calendrier financier	Notification du planning des travaux aux entreprises	14 jours	200 €
Phase 5 Exécution des travaux	Comptes rendus de chantier	Date de la réunion	2 jours	300 €
Phase 5 Exécution des travaux	Rapport mensuel	Au plus tard le 25 de chaque mois		300 €
Phase 6 Réception	Calendrier des OPR	Au plus tard deux semaines avant la date fixée pour le démarrage des opérations préalables à la réception		300 €
Phase 6 Réception	Calendrier de levée des réserves	Notification du PV de réception	14 jours	300 €
Phase 6 Réception	Rapport de fin de chantier	Date de réception de la décision du RPA	21 jours	300 €
Phase 7 Parfait achèvement	Rapport de fin de mission	Date de fin de l'année de parfait achèvement	14 jours	300 €

En cas de manquement du pilote à ses obligations, la mission pourra être résiliée par le Maître d'ouvrage un mois après mise en demeure restée infructueuse.

## 10.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités applicables sont les suivantes :

- Absence à une réunion pour laquelle il aura été dûment convoqué, ou à laquelle il est tenu d'assister : application d'une pénalité forfaitaire de 300 €,
- Non réalisation de l'une des visites ou réunions de chantier prévues : application d'une pénalité forfaitaire de 300 €,
- Défaut de recensement hebdomadaire des retards d'exécution des marchés de travaux et d'analyse précise des responsabilités correspondantes : 300 €/semaine,
- Défaut de production du calendrier prévisionnel d'exécution dans les quinze jours calendaires suivant l'entrée en vigueur du marché, ou le défaut de mise à jour du calendrier dans les 15 jours calendaires à compter de la survenance de l'événement causant un décalage des délais : 300 € par jour ouvré de retard.

Il sera tenu compte des délais de prolongation et de validation éventuellement accordés par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 11 – RECEPTION DES PRESTATIONS**

En application de l'article 28 et par dérogation à l'article 29 alinéas 1 à 3 du CCAG-PI, le silence du Maître de l'ouvrage pendant 2 mois, à compter de la date de l'accusé de réception des documents, ne vaut pas approbation automatique, celle-ci devant être notifiée par écrit.

Le refus des documents sera également notifié par écrit.

Le titulaire veillera à apporter aux documents susmentionnés toutes les modifications qui pourraient être demandées par le maître de l'ouvrage, sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire.

Si les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, le maître d'ouvrage peut décider d'ajourner la réception des prestations. Toutes les modifications demandées par le maître d'ouvrage ne donnent droit à aucune rémunération supplémentaire.

Par dérogation de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire disposera d'un délai compris entre trois et dix jours calendaires à compter de la notification de la demande du maître de l'ouvrage pour transmettre les documents modifiés.

## **ARTICLE 12 – DROITS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats respecte les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE - MESURE DE SECURITE**

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toute mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

## ARTICLE 14 - ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, et sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours francs à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

## ARTICLE 15 - ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques.

## ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de non-renouvellement ou de perte de la qualification ou son équivalence, précisée lors de la candidature, portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 15 emporte résiliation du marché sans indemnité.

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

### Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG-PI est fixé à 5%.

### Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

## ARTICLE 17 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

## ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC. Les parties peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Dans le cas de litige non réglé par voie amiable entre les parties contractantes, la juridiction compétente est le Tribunal Judiciaire de Gap, Place Saint-Arnoux – 05000 GAP

## ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du marché concernés
4.1	5
3.4.3	2.11
11.8	8.3
14	10.1 et 10.2
29.2.1	11
9.2 / 18	14